Les itinéraires de l'exode républicain andalous en Méditerranée (1936-1945)

The Routes of Spanish Republicanism in the Mediterranean: Socialist Exiles from the Spanish Civil War in Oran

Fernando Martínez López

Traducteur : Luis P. Martín

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/12946>

DOI : 10.4000/cdlm.12946

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2019

Pagination : 181-195

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Fernando Martínez López, « Les itinéraires de l'exode républicain andalous en Méditerranée (1936-1945) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 99 | 2019, mis en ligne le 01 juillet 2020, consulté le 04 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/12946> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.12946>

Ce document a été généré automatiquement le 4 mars 2021.

© Tous droits réservés

Les itinéraires de l'exode républicain andalous en Méditerranée (1936-1945)

The Routes of Spanish Republicanism in the Mediterranean: Socialist Exiles from the Spanish Civil War in Oran

Fernando Martínez López

Traduction : Luis P. Martín

- 1 Le processus de la modernisation politique espagnole est caractérisé, depuis le règne de Ferdinand VII (1814-1833), par l'intolérance et la violence. La persécution des libéraux se traduisait par l'exil ou la prison. Si on regarde le passé on voit que les expulsions et les exils ont parcouru une grande partie de l'histoire de l'Espagne depuis l'époque moderne. Une série d'expulsions qui commencent en 1492 avec les juifs, sommés d'abandonner l'Espagne par les Rois Catholiques ; suivis par les morisques au début du XVII^e siècle. Ce sont des expulsions massives, similaires en proportion, mais pas en nature, à l'exil républicain de 1939. Dans un autre registre au XVIII^e siècle, ce fut le tour des Jésuites et la fuite vers la France d'une poignée d'Espagnols qui s'identifiaient avec les idées de la révolution française : le premier exil espagnol des temps contemporains¹.
- 2 L'écrivain libéral Mariano José de Larra signalait en 1835 que « pour peu qu'on soit libéral, on est, soit en exil, soit de retour d'exil, mais en attendant d'y retourner ». Le XIX^e et le début du XX^e siècle sont remplis d'exodes plus ou moins nombreux : *afrancesados*, libéraux, carlistes, progressistes, républicains, socialistes, monarchistes et anarchistes. Pendant la II^e République, quelques hommes politiques monarchistes ont quitté l'Espagne ; en 1939, commence le grand exode républicain, puis pendant le franquisme, l'exil de l'opposition au régime du général Franco qui dura les quarante longues années de la dictature jusqu'en 1977. Il convient, néanmoins, de considérer que l'usage de l'exil doit être regardé comme un moyen d'action politique complémentaire et pas comme un fait marginal. En effet, en 1868 après la révolution, des dirigeants

politiques comme Prim, Sagasta ou Ruiz Zorrilla, sont passés du statut d'exilés à celui de membres du gouvernement provisoire².

- 3 Par son ampleur dramatique, le grand exode républicain de 1939, le dernier des grands exils de l'histoire de l'Espagne, a éclipsé et contribué à amoindrir les autres exils politiques. La cause de cette perception, par rapport aux exils politiques précédents, est qu'il s'agit d'une véritable diaspora par le nombre (480 000 personnes) et par la durée (pour certains jusqu'en 1977). D'un point de vue qualitatif, l'exil républicain a signifié le départ de plusieurs milliers d'intellectuels et scientifiques engagés avec la République. Nous sommes donc en présence à la fois d'un déplacement démographique important et d'un traumatisme socio-professionnel, car la foule humaine qui rentre en France et finit dans les camps d'internement était formée par des milliers d'hommes et de femmes de toute origine sociale : salariés agricoles et industriels, petits propriétaires, écrivains, scientifiques, chercheurs, professeurs, instituteurs, médecins, professions libérales, etc., qui même ayant des différences idéologiques et partisans avaient en commun d'être de gauche³.
- 4 Le grand exode républicain espagnol de 1939 va suivre les itinéraires traditionnels de l'exil politique espagnol depuis le début du XIX^e siècle : Gibraltar, la France, le Royaume-Uni, le Maroc, l'Algérie. Mais cet exil aura des itinéraires nouveaux : l'Amérique (Mexique, République Dominicaine, et moins importants Argentine, Chili, Venezuela, Colombie, Cuba et États-Unis) et l'Union Soviétique.
- 5 La Méditerranée, espace de cultures et de transit des idées au long des siècles, était en même temps espace de migrations économiques et exils politiques. Ces deux aspects vont créer des solidarités et des liens transfrontaliers. Les contours méditerranéens, logiquement, ont été les plus fréquentés par les exilés politiques espagnols contemporains, et cela a continué avec ceux qui ont fui la guerre civile et l'après-guerre franquiste. Dans ce cadre géographique, les républicains de l'Andalousie ont commencé leur exil, d'abord vers l'Espagne intérieure au début de la guerre, le Portugal et Gibraltar, puis l'ont poursuivi vers le protectorat français du Maroc et de l'Algérie française à partir de 1939.
- 6 Cette étude sur les itinéraires des républicains andalous dès le déclenchement de la guerre civile fait partie d'un vaste projet de recherche sur l'ensemble des universités de l'Andalousie qui a pour objectif de connaître le devenir de ces exilés (hommes politiques, syndicalistes, hommes et femmes anonymes), les voies de transit, leur déploiement et leur installation. Nous allons focaliser notre analyse sur les causes de l'exode, la périodisation de l'exil, l'importance quantitative des exilés et les principaux pays d'accueil, déjà annoncés⁴.

La peur de la répression franquiste

- 7 Les causes qui expliquent l'exil des républicains andalous sont le putsch militaire de juillet 1936 et la guerre civile qui suit. À cela il convient d'ajouter la cruelle répression déclenchée par les militaires franquistes tout au long du conflit.
- 8 L'Andalousie, après le soulèvement militaire contre la II^e République du 18 juillet 1936, est partagée en deux zones. Les rebelles occupèrent les villes avec les plus importantes garnisons : Séville et Grenade. L'arrivée rapide de l'Armée d'Afrique permettra un rapide déploiement de forces dans la plupart des provinces de la Basse Andalousie,

tandis que colonnes formées par des militaires, gardes civils, paramilitaires d'extrême droite (*falangistas* et *requetés*) partant de Séville et sous le commandement d'officiers « africanistes », vont réussir à contrôler globalement la zone et à relier entre eux les chefs-lieux de province.

- 9 Les tactiques militaires utilisées dans ce périple sont identiques à celles utilisées par l'Armée espagnole dans la guerre du Rif, à savoir : violence extrême, représailles exemplaires, exécutions sommaires et massives afin de créer un climat de terreur dans la population civile. Cette stratégie va provoquer la fuite de milliers de civils des provinces de Cadix, Huelva, Séville, Cordoue et Grenade, occupées totalement (ou partiellement pour les deux dernières) par les rebelles. La ville de Malaga sera prise par les colonnes fascistes italiennes et les franquistes en février de 1937, ce qui va provoquer la fuite de dizaines de milliers d'hommes, femmes et enfants par la route côtière entre Malaga et Almería. Cette fuite, connue populairement comme *la desbandá* (la débandade), *la corría* (la course) ou *la carretera de la muerte* (la route de la mort), appelée ainsi par Norman Bethune. La zone contrôlée par les républicains inclut alors les zones de partages jusqu'à la fin du conflit, février-mars de 1939. Ce sont les républicains de cette Andalousie orientale qui prendront l'exil, depuis les ports espagnols, en direction des colonies françaises du Nord de l'Afrique⁵.
- 10 À ce niveau du conflit, la population civile craignait la proximité des actions militaires, mais encore davantage la répression qui suivait et les représailles des troupes franquistes avides de revanche. Dans ce contexte, des milliers d'Andalous vont abandonner leurs maisons et commencer un long et difficile exil. Ces populations ont une typologie assez marquée. D'une part, des paysans et travailleurs agricoles, imprégnés d'une culture républicaine et démocratique venant du syndicalisme socialiste ou anarchiste. Et d'autre part, une bourgeoisie ou petite classe moyenne urbaine de gauche, républicaine ou socialiste. Ce sont ces Andalous fidèles à la République et hostiles aux rebelles qui seront la cible de la terrible répression déclenchée dès le début de la guerre, avec des niveaux de brutalité et de cruauté atroces⁶.
- 11 Toutes les recherches réalisées jusqu'à aujourd'hui confirment la volonté des rebelles de mettre en pratique une extermination systématique contre l'ennemi républicain et ce depuis les premières lueurs de la guerre. Le général Queipo de Llano va mettre en application avec zèle cette stratégie de la terreur conçue par un autre général rebelle, le général Mola, avant le putsch, entre avril et juin 1936. Le plan consistait à réduire à néant syndicalistes, républicains, socialistes, communistes, francs-maçons, etc. Entre 1936 et 1945, plus de 57 413 Andalous ont été exécutés par les armes des rebelles. Quant au seul nombre de républicains fusillés pendant la guerre civile, il s'élève à 8 715⁷.

La fuite vers Gibraltar, le Portugal et les zones sous contrôle républicain

- 12 Les variantes des fuites et itinéraires sont nombreuses entre ceux qui ont quitté l'Espagne pendant les premiers jours de la guerre une fois Séville occupée et ceux qui ont réussi à s'échapper après avoir combattu contre les rebelles franquistes. Parmi cette première vague, la fuite la plus importante s'est dirigée vers Gibraltar à cause de

sa proximité, puis vers le Portugal par voie maritime ou terrestre, enfin vers la zone républicaine en tant que réfugiés ou en tant qu'engagés dans l'armée.

- 13 La colonie britannique de Gibraltar fut toujours un lieu de refuge traditionnellement utilisé par les persécutés espagnols depuis le XIX^e siècle. La guerre civile ne déroge pas à cette règle. Cependant, le rocher a une autre caractéristique : il accueille tant les gens de gauche que les gens de droite. Puis, il était le point de départ naturel d'une traversée maritime pour d'autres contrées espagnoles, la France, l'Afrique du Nord et le continent américain. Gibraltar, de ce point de vue, était plutôt une tête de pont qu'un lieu de destination fixe. La preuve : dès le mois de février 1936 (hommes politiques de la droite et républicains modérés à cause de l'arrivée du Front Populaire, familles de la noblesse andalouse, etc.) jusqu'en 1946, le rocher accueille de façon intermittente des réfugiés ; ceci, sans doute, à cause des liens entre les populations de deux côtés de la frontière, par des réseaux bien établis (loges maçonniques, sociétés humanitaires, centres d'accueil pour les réfugiés, etc.) et les autorités de Gibraltar. Ce contexte a permis, sans doute, de canaliser une vague considérable de réfugiés républicains, surtout les premiers jours du conflit⁸.
- 14 Lors des premiers jours de la guerre, le flux des républicains, poussés vers Gibraltar par les avancées de l'armée rebelle, fut d'une grande densité. L'entrée en territoire britannique fut trop désordonnée pour donner aux autorités locales le temps de s'organiser.
- 15 Le contrôle déficient de l'afflux des réfugiés empêche un dénombrement et une analyse précise à consolider dans le cadre de nos recherches futures, les études existantes donnent des chiffres oscillant entre 4 000 et 5 000 réfugiés, pour une population de la zone d'environ 18 000 habitants, soit près de 20 %. La gestion de ce surplus démographique est donc un casse-tête pour les autorités britanniques, dont la sympathie va d'ailleurs aux nationaux rebelles, mais qui accordent malgré tout le droit d'asile aux réfugiés des deux camps. Néanmoins, elles étaient moins regardantes vis-à-vis des « nationaux » qui vivaient aisément dans des hôtels et ne subissaient pas de contrôles particuliers, tandis que les réfugiés républicains, qui étaient hébergés dans des auberges de fortune, les quartiers populaires et même dans les grottes du rocher, étaient étroitement surveillés par la police. Ce problème demeurera jusqu'en 1945, car les républicains refusent de rentrer en Espagne par peur de la répression brutale des troupes du général Queipo de Llano⁹.
- 16 Face aux évidentes manifestations de sympathie des autorités britanniques envers les réfugiés franquistes, un vaste réseau de solidarité se forma afin d'aider les réfugiés républicains andalous, grâce aux liens professionnels et commerciaux entre les populations de Gibraltar et des villes limitrophes ; mais aussi, entre les loges maçonniques gaditanes proches de Gibraltar et les associations progressistes britanniques comme le National Council for Civil Liberties. Cette aide facilitait l'hébergement des réfugiés et leur prise en charge alimentaire et sanitaire¹⁰.
- 17 Autre lieu d'exil : le Portugal. Destination secondaire puisque le régime de Salazar était favorable aux franquistes. Toutefois, dès le soulèvement et jusqu'en septembre 1936, des réfugiés gagnèrent le pays voisin depuis Badajoz ou par le port de la Huelva. Le gouvernement ordonna à la Garde Nationale Républicaine, à la police et à la douane de les conduire immédiatement. Des réseaux d'entraide et de solidarité réussirent pourtant à s'organiser.

- 18 La destination portugaise nous montre de façon évidente l'existence des réseaux, des liens personnels et transfrontaliers. Le village portugais Barrancos, avec le concours du lieutenant Seixas Araujo, va participer au fonctionnement d'un camp clandestin à Russianada, où 411 réfugiés de Huelva, Séville et Estrémadure seront hébergés. Finalement, ils ont été évacués à bord du vaisseau *Nyassa* avec 614 autres réfugiés venant du camp officiel de Coitadinha. Un autre exemple du fonctionnement des réseaux de solidarités transfrontalier fut la libération du maire républicain du village Encinasola, Candelario López, grâce aux demandes des autorités portugaises en octobre 1936. Ces événements en témoignent : les solidarités et les liens transfrontaliers atténuaient parfois l'aspérité des divergences politiques. Après la chute de l'Estrémadure, le Portugal devient, pour les exilés, un lieu de passage pour un embarquement clandestin vers l'Amérique, la France ou l'Afrique du Nord. Les départs étaient tributaires de la solidarité des pays d'accueil et du bon vouloir de leurs ambassades et consulats ; des organisations civiles servaient d'intermédiaires pour faciliter les démarches¹¹.
- 19 La progression des troupes rebelles en Andalousie occidentale entraîne par ailleurs un exode loyaliste prompt et massif vers les zones sous contrôle républicain. Dans les provinces de Cadix et de Séville, des villages se vident de leurs habitants et des familles entières fuient vers Malaga. Ce fut un repli de courte durée. En effet, entre le 7 et 8 février 1937, les troupes rebelles appuyées par les forces expéditionnaires italiennes rentrent dans la ville. Une fois encore, cela va provoquer une fuite massive, une authentique vague humaine, chiffrée entre 100 000 et 150 000 personnes qui se déplacera vers l'Est par la route côtière. Cette colonne humaine composée par des habitants de Malaga, mais aussi par ceux qui fuyaient d'autres provinces, sera attaquée par l'aviation et bombardée depuis la mer. Des études récentes le montrent : cet acharnement ne doit rien au hasard ; Malaga avait derrière elle une longue tradition ouvrière, républicaine et anarchiste. Le premier député communiste espagnol y avait été élu. Enfin, dès le commencement de la guerre, les représailles antifranquistes y avaient été violentes¹².
- 20 Ces modestes familles en fuite, portant leurs enfants dans les bras, encombrées de leurs effets personnels et de leurs souvenirs, restèrent parfois sur le bord du chemin. Beaucoup furent dispersées par les bombardements et de nombreux enfants ne retrouvèrent leur mère qu'une fois rendus à Valence, en Catalogne ou en France, où certains pensaient arriver directement par la route d'Almeria. L'errance des fugitifs les ramena parfois désespérés à Malaga et devant les conseils de guerre franquistes. Ceux qui atteignirent enfin Almeria poursuivirent vers les zones républicaines une longue marche qui s'achèvera en France début 1939. L'importance de cette *desbandá* (débandade) de Malaga se voit reflétée, selon nos statistiques, dans le nombre d'exilés républicains andalous : plus de 30 % de réfugiés andalous en France, Algérie et Mexique étaient originaires de Malaga !

L'exil des Andalous vers les pays de la Méditerranée : France et Algérie

- 21 La plupart des républicains andalous – comme le reste des républicains espagnols – ont suivi les itinéraires traditionnels : le Midi français et l'Afrique du Nord. De là, quelques

milliers d'Andalous partiront pour le Mexique et autres républiques latino-américaines et deux centaines à peine iront en URSS.

- 22 L'image du poète andalou Antonio Machado et de sa mère, malades et pratiquement agonisants, au milieu de la foule qui arrive à la frontière française de Port Bou en janvier-février 1939, est le symbole par excellence de la souffrance de toutes ces personnes, plus de 480 000 civils, combattants, invalides, poussés par la peur de la répression des vainqueurs. Une foule qui occupa tous les hébergements disponibles et dont la majorité va finalement être regroupée dans les camps d'internement improvisés sur les inhospitalières plages du Roussillon. Une prolongation de la souffrance de la fin de guerre dans une France dont le gouvernement n'a pas su prévoir l'avalanche humaine qui déferlait par les Pyrénées catalanes. Les camps installés à la va-vite à Argelès-sur-Mer, au Barcarès et à Saint-Cyprien sont typiques de ces installations d'urgence conçues pour accueillir en plein hiver des milliers de réfugiés considérés par la droite française et la presse conservatrice comme de « dangereux rouges et révolutionnaires ». Des témoignages de solidarité, venant d'autres horizons et des organisations humanitaires, leur étaient adressés par ailleurs¹³.
- 23 De cette foule d'Espagnols, entre janvier-février 1939, on estime que près de 10,5 % étaient andalous. Un pourcentage qui situe l'Andalousie au troisième rang des régions espagnoles après la Catalogne (36,5 %), Aragón (18 %) et devant Valence (9,2 %). En appliquant ces pourcentages, le nombre des Andalous qui ont traversé la frontière varierait donc de l'ordre de 45 000 à 50 000 personnes¹⁴.
- 24 Une ventilation statistique des réfugiés par province d'origine établit que 31 % venaient de la province de Malaga, ce qui confirme les conséquences de la débâcle de février 1937 déjà commentée ; suivie de la province d'Almería (18 %), Cordoue (15 %), Grenade (10 %), Jaén (8 %), Cadix (7 %), Séville (6 %) et Huelva (2 %)¹⁵. C'est-à-dire, que les provinces orientales ont fourni davantage de réfugiés que les provinces occidentales où les républicains ont fui vers Gibraltar, le Maroc ou le Portugal. D'autre part, grâce aux fichiers des camps, les fiches des évadés, des hébergements et demandes de naturalisation, nous sommes en mesure de reconstruire le périple de ces réfugiés jusqu'à leur arrivée en France. D'un côté, ceux qui, engagés dans l'armée républicaine, se sont repliés vers le Nord, s'établissant en Catalogne puis passant en France ; d'un autre côté, ceux qui à la fin de la guerre ont traversé la Méditerranée vers l'Algérie principalement, à cause de la proximité.
- 25 Parmi les Andalous qui sont arrivés en France, certains étaient déjà établis en Catalogne : 13 %. Il y a donc un lien entre ces réfugiés et l'émigration économique andalouse d'avant-guerre. Ceci nous permet de mettre en avant le caractère ouvrier d'une partie de ces réfugiés. Militants du syndicat socialiste, UGT et de la CNT, anarchiste, de préférence. On trouve également des républicains, socialistes, communistes, etc.
- 26 Des femmes et des enfants ont logiquement suivi cet exode. La plupart de ces femmes suivent leurs époux et famille, car ils sont directement poursuivis par les franquistes ou bien sont sans nouvelles de leurs proches ; pire encore, elles sont prises de panique et suivent le flot des fuyards. Elles sont à leur tour des réfugiées¹⁶. Ces femmes vont endurer les mêmes conditions que les hommes ; la plupart internées dans les camps des Pyrénées Orientales, d'abord, puis ensuite dans des auberges assignées dans les villes et villages du Midi. Le nombre élevé de femmes qui ont pris le chemin de l'exil avec leur famille attire particulièrement notre attention : 42 % de femmes pour 58 % d'hommes ;

chiffres qui sont confirmés par rapport à l'âge des enfants et mineurs de 21 ans : 51 % pour les garçons et 49 % pour les filles. Ces femmes andalouses venaient en grande partie de l'émigration économique des Andalous en Catalogne et elles militaient ou sympathisaient avec les syndicats ouvriers, surtout avec la CNT et avec les partis de gauche. Cependant, pour les adultes, 61 % ce sont des hommes et 39 % des femmes.

- 27 En ce qui concerne la classe politique, avant la chute de la République, 78 députés andalous vont réussir à quitter l'Espagne, la plupart d'entre eux par la frontière française, et s'installent provisoirement en France. Leur appartenance politique allait de la gauche ouvrière aux républicains : 33 députés appartenaient au Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE), 16 députés de la Gauche républicaine, 13 de l'Union Républicaine, dont le dirigeant Martínez Barrio. Les députés de la droite républicaine, parmi lesquels on compte Alcala Zamora, ancien président de la République, sont moins nombreux.
- 28 Ces hommes politiques vont s'éparpiller sur tout le territoire métropolitain. Certains choisissent de s'établir à Casablanca, Tanger ou Oran, mais l'occupation nazie de la France les obligera à repartir à nouveau : la collaboration du gouvernement de Vichy avec la Gestapo les mettait en péril, car les autorités espagnoles réclamaient l'extradition de ces réfugiés. Ce fut le cas du gaditan Manuel Muñoz Martínez, arrêté par les nazis, envoyé en Espagne et fusillé par les franquistes. D'autres ne seront pas extradés et resteront en France comme l'architecte et député socialiste d'Almeria Gabriel Pradal (1891-1965). Il sera le directeur du journal *El Socialista*¹⁷. Cependant, la plupart des 78 députés Andalous vont se diriger vers l'Amérique, principalement le Mexique, dont le président Lázaro Cárdenas favorisa l'installation de cette élite républicaine. Pas moins de 45 députés andalous vivront provisoirement ou définitivement au Mexique¹⁸.
- 29 Nous disposons de précieux renseignements sur l'origine socio-professionnelle de ces réfugiés. Selon les registres de l'administration française (sources obtenues à partir de demandes de naturalisation et fiches des camps d'internement), le gros de ces exilés sont des paysans et ouvriers (50 %), suivis de professions libérales et de la classe moyenne (16 %). Autrement, 20 % étaient des travailleurs sans qualification, 7 % des femmes au foyer, 6 % des miliciens et 1 % des étudiants. Par secteurs d'activité économique : les réfugiés pour 25 % proviennent du secteur primaire et 25 % du secteur secondaire ; ce qui confirme la thèse largement admise que l'exil républicain en France fut éminemment paysan et ouvrier ; et ceci explique que ceux qui ont pu partir en Amérique latine appartenaient à des professions libérales et plus aisées. Par ailleurs, cet exil français des paysans et ouvriers andalous est un exil définitif. En effet, après la seconde guerre mondiale, ces hommes et femmes vont se disperser sur tous les territoires français, notamment la région parisienne, le Sud-Ouest et la région de Marseille.
- 30 Un facteur déterminant à cette dispersion fut le recrutement des exilés andalous dans les Compagnies de Travailleurs Étrangers puis la naturalisation après la guerre. Les gouvernements français avaient intérêt à réduire les contingents des camps d'internement, stimuler les rapatriements et offrir aux réfugiés espagnols de quitter les camps en travaillant dans les exploitations agricoles et usines françaises, ou en s'engageant dans la Légion Étrangère. Malgré les pénibles conditions de travail et le salaire misérable (0,50 franc/jour) dans les Compagnies de Travailleurs Étrangers, jusqu'en juin 1940 entre 50 000 et 60 000 réfugiés espagnols y furent embauchés pour

sortir des camps. Ces ouvriers ont participé aux travaux des installations défensives et stratégiques dans les frontières belge et allemande, spécialement sur la ligne Maginot¹⁹.

- 31 Un nombre important de ces travailleurs andalous, éparpillés sur toute la France, vont obtenir le droit d'asile en 1940. Ils resteront en France comme ouvriers agricoles ou industriels. Pendant l'offensive allemande de juin 1940, une grande partie de ces compagnies de travailleurs se trouvaient dans les zones de combat : on comptera des morts et des blessés parmi les réfugiés espagnols. D'autres ont été considérés comme des soldats de l'armée française et déportés en camp de concentration, notamment à Mauthausen. Parmi ceux-ci, 905 Andalous parmi 5 000 républicains espagnols : soit la moitié de la population espagnole déportée par les nazis. Certains s'étaient engagés dans la Résistance, mais il y avait aussi parmi eux des républicains considérés comme « apatrides » par la dictature de Franco²⁰.
- 32 Une fois la France libérée par les Alliés, la plupart des républicains espagnols et andalous n'ont pas eu la possibilité d'émigrer en Amérique et ils se sont installés en France, dans les régions signalées ci-dessus. D'autres exilés, moins marqués politiquement, rentrèrent en Espagne au milieu des années quarante. À l'inverse, un regroupement familial va s'opérer après la guerre ; constatant que la dictature était bien assise, beaucoup de femmes avec leurs enfants vont partir vers la France, en traversant les Pyrénées par des passages clandestins, pour rejoindre leurs époux. Des républicains sortis des prisons franquistes, fuyant les travaux forcés et le harcèlement des autorités, gagnent à leur tour la France, constituant une nouvelle émigration politique.
- 33 Quant à l'Algérie, ce fut l'une des destinations principales des réfugiés andalous, de préférence le département d'Oran. Les colonies françaises du Nord de l'Afrique ont accueilli les Andalous qui arrivaient depuis les provinces occupées par les militaires rebelles ou bien depuis Gibraltar ou le Portugal. Cependant, à la fin de la guerre, le flux d'exilés vers le Maghreb va augmenter de façon importante. La marine de guerre républicaine accosta à Tunis et la population civile des provinces orientales ira, majoritairement, vers l'Algérie, seule issue des républicains levantins pour échapper aux troupes franquistes. Une fois de plus, ces exilés empruntaient un itinéraire traditionnel des exilés politiques espagnols depuis le XIX^e siècle, mais aussi une trajectoire familière de l'émigration économique du Sud-Est espagnol.
- 34 L'itinéraire de la fuite vers l'Algérie à la fin de la guerre civile suit deux points de départ : deux routes, partant l'une du Sud de la France, l'autre de l'Espagne orientale. Les départs espagnols commencèrent les mois de février-mars 1939, sur des cargos, paquebots de diverses tailles et des embarcations de fortune. C'est le cas du voyage dramatique de 6 300 républicains partis du petit port d'Adra (Almería) vers Valence. Attaqués par l'aviation franquiste lors d'une escale à Alicante, ils doivent rester à terre. De cette ville partiront les grands bateaux, comme le *Stanbrok*, l'*Africa Trader*, le *Ronwyn*, dont les noms symbolisent les souffrances des fugitifs et le pathétique de leur odyssée. D'autres ont dû quitter le pays par les ports d'Almería, dernière ville prise par les rebelles en mars 1939, sur des navires plus petits comme le *Quita Penas*, le *República*, le *F1* et le *V31*, avec 190 personnes dont tout le comité local du Parti Communiste.
- 35 Les départs vers l'Algérie depuis le Sud de la France ont eu lieu entre le 1^{er} mars et le 31 décembre 1939. 1 300 réfugiés, dont 40 % d'Andalous, quittent les camps d'internement et embarquent à bord des paquebots *El Mansour*, *Gouverneur général Lépine*, *Sidi Bel Abbes*, *El Djezair*, etc.²¹. Nous avons moins de détails concrets sur cette

migration que sur l'exode en provenance directe de la péninsule. Originaires pour la plupart des provinces d'Almedia, Cadix et Malaga, traditionnellement tournés vers l'Afrique du Nord et l'ancienne colonie espagnole d'Oran depuis le début du XIX^e siècle, ces réfugiés ont pu se prévaloir de leurs liens familiaux ou utiliser les réseaux relationnels très denses qui unissaient l'Algérie à l'Espagne méridionale.

- 36 Combien de ces réfugiés andalous se sont installés en Algérie ? Il est difficile de répondre à cette question. Si pour l'ensemble de l'Hexagone nous disposons de chiffres assez approximatifs, pour le Nord de l'Afrique les données sont très incomplètes. Les fonds des archives d'Outre-mer nous permettent de reconstituer le nombre d'évacués vers l'Algérie sur la base de 111 voyages effectués depuis la France ou l'Espagne. Si on compare les listes d'évacués avec les registres des ex-combattants républicains internés dans les camps de Morand, Suzzoni et Carnot, on peut obtenir un point de repère quant au nombre de républicains andalous en Algérie. Selon ce pointage, sur la base de nos informations actuelles, on peut affirmer que des 7 500 réfugiés arrivés en Algérie entre février et décembre 1939, quelque 1 425 (soit 19 %) étaient Andalous ; auxquels il faut ajouter ceux qui ont été hébergés chez des amis ou des parents²². Les registres nous signalent également que parmi ces évacués andalous 30 % venaient de la province de Malaga, et les 70 % restant des provinces d'Almería, Cadix et Grenade.
- 37 L'arrivée de ces réfugiés prit au dépourvu les autorités coloniales françaises, mettant au jour leur imprévoyance pratique et l'insuffisance des structures d'accueil existantes. La colonie n'avait pas de structures capables d'accueillir ces réfugiés. Dans un premier temps, et pour éviter un déferlement des réfugiés comme dans les Pyrénées Orientales, les autorités ont décidé d'interdire le débarquement des réfugiés arrivés à Oran, pendant qu'on négociait auprès des autorités britanniques, car les navires étaient immatriculés en Grande Bretagne, pour qu'ils se dirigent à Gibraltar ou Malte. Par cette mesure, les navires *Africain Trader* et *Stanbrook* ont dû rester dans le port d'Oran sans pouvoir débarquer presque 2 000 réfugiés venant d'Alicante. Ces conditions sanitaires et humanitaires déplorables dureront deux mois²³.
- 38 Appuyés par des organisations humanitaires internationales qui font pression de leur côté, les partis politiques de la gauche algérienne, le *Servicio de Evacuación de los Republicanos Españoles* (SERE), créée par le gouvernement Negrín ou sa rivale la Junta de Auxilio de los Republicanos Españoles (JERE), crée en juillet 1939 par le socialiste Indalecio Prieto, vont obtenir des autorités françaises adoucissent, dans certains cas, une amélioration des conditions imposées aux réfugiés. Le débarquement est autorisé et les réfugiés sont hébergés dans des auberges ou un camp. D'autres organisations internationales, comme le Comité Internacional de Ayuda a los Refugiados Españoles, Solidaridad Internacional Antifascista et la Oficina Socialista de Ayuda a los Refugiados Españoles de Orán, vont visiter les bateaux et prennent en charge les démarches administratives auprès des autorités françaises. Parmi ces acteurs, le député socialiste oranais Marius Dubois et Virgile Barel, député communiste de Nice, déploient une activité intense et sont parfois en relation directe avec le gouverneur général de l'Algérie lui-même²⁴.
- 39 L'administration française dirige les réfugiés vers des auberges, camps d'internement, de travail ou de punition répartis sur tout le territoire algérien, où des centaines d'Andalous ont survécu jusqu'à l'arrivée des troupes alliées qui ont libéré l'Algérie et à la fermeture définitive des camps. Le témoignage de l'anarchiste andalou Antonio

Vargas permet de réaliser ce qu'était la vie dans ces camps et l'inhumanité dont faisaient preuve les gardiens :

[...] la première chose qu'ils nous obligeaient à faire était d'enlever nos vêtements, puis de nous faire prendre des douches et d'utiliser sans discernement des crèmes spéciales et des brosses dont le contact nous faisait saigner, afin de nettoyer la saleté que nous avions presque tous accumulée pendant les derniers jours de la guerre²⁵.

40 Au printemps 1939, la capacité des centres d'hébergement étant insuffisante, on procède au déplacement des réfugiés vers d'autres camps à vocation spécifique, situés dans les départements d'Oran et d'Alger, où ils furent répartis en fonction des critères suivants :

- Les femmes, les enfants, les mutilés et les personnes âgées à Orléansville et Carnot, puis à Molière et Beno-Hindel, ouverts par la suite.
- Parmi les hommes, les intellectuels, membres des professions libérales, francs-maçons, furent envoyés au camp de Cherchell, à partir d'août 1939. S'y retrouvèrent notamment : José Campos Peral, journaliste, José Canto Silva, instituteur, Manuel Blaso Blasco, tous trois d'Almeria. D'autres viennent de Malaga comme José Camino, ou de Cordoue, tels Manuel Passa Anaya ou Daniel Moreno Fernandez.
- Enfin les miliciens furent regroupés dans les camps où le régime de détention était plus dur qu'ailleurs, et qui furent, en fait, de véritables camps de concentration comme le camp Morand à Boghari et Suzzoni à Boghar dans le département d'Alger dans la plaine désertique de l'intérieur de l'Algérie, ainsi que les camps de Suzzoni et Relizane, construits pour désengorger les autres camps. Dans le cas du camp de Morand (Boghari), le nombre d'Andalous représentait 20 % des 2 600 internés²⁶ ; au camp de Suzzoni, 16 % et au camp de Carnot 14 %. Les originaires de Malaga étaient le contingent le plus important avec 30 % du total des Andalous, suivis d'Almería, Cadix et Grenade avec 10 % et en moindre quantité ceux de Jaén, Cordoue et Séville, tandis que Huelva arrive à peine à 3 %.

Carte 1. Camps d'internement en Algérie 1939

41 Mais le pire allait arriver. Le contexte international devient insoutenable avec l'occupation de la France par les Allemands, la chute du cabinet Daladier et la mise en place du régime de Vichy. Dorénavant, les conditions de beaucoup d'Espagnols et Andalous internés dans les camps algériens vont empirer, car les réfugiés seront envoyés aux camps de travail ou de châtiment. Aux camps de travail, installés aux frontières du désert du Sahara et au Sud-Est marocain, les autorités vont constituer douze compagnies de travail. Ces camps avaient comme fonction d'employer les

républicains, main-d'œuvre gratuite, à l'extraction de minerais et à la construction de la ligne du chemin de fer, le Transsaharien, entre Oran et le Niger. Au camp de Colomb-Béchar, seront internés les militants socialistes et communistes venant des camps Morand et Suzzoni. Ces réfugiés ont dû supporter de longues journées de travail sous une chaleur accablante, souffrant des piquûres de scorpions et vipères, avec une alimentation insuffisante et un salaire misérable de 1,50 franc par jour. De cette façon, le gouvernement de Vichy faisait payer la condition d'antifascistes des réfugiés espagnols, considérés comme « indésirables ». Il n'est pas étonnant donc de trouver, dans les archives des camps, de longues listes de désertions²⁷.

- 42 Parmi les camps de châtiment, celui de Djelfa, situé à cent kilomètres au sud de Boghari, fut particulièrement inhumain par ses conditions d'hébergement et de surpeuplement très dures²⁸. Ce camp, à l'origine, servait à interner les déportés politiques français et, après le mois d'avril 1941, les Espagnols et anciens combattants des Brigades Internationales. Le commandant du camp, un polonais naturalisé français, au nom de Caboche, ancien officier de la Légion Étrangère, auquel le poète Max Aube allait dédier un mémorable poème, avait l'habitude de dire, en guise de bienvenue : « Espagnols, vous êtes arrivés au camp de Djelfa. Vous êtes en plein désert. Pensez que d'ici seule la mort vous libérera ». Par ce camp vont passer des militants socialistes, communistes et syndicalistes, comme Antonio Vargas Rivas, d'Adra ; Ginés Martínez López et Antonio García Alonso, commissaire politique du 23^e corps de la Marine ; ainsi qu'Eustaquio Cañas Espinosa, socialiste, gouverneur de la province d'Almería et de Murcie pendant la guerre civile, représentant du SERE à Oran et envoyé à Djelfa en septembre 1941, car considéré comme très dangereux pour la sécurité de l'État français. D'autres Andalous ont connu des trajectoires étonnantes. Tel est le cas des Andalous José Rubio Fernández ou Adolfo López Cano, vivant dans le Midi, rentrés en Espagne pour combattre avec les républicains et de retour en France, considérés comme dangereux et envoyés à Djelfa en 1941.
- 43 Avec la capitulation des troupes de l'Axe du Nord de l'Afrique, les camps ont été fermés. Quelques Andalous ont préféré rester en Afrique, tandis que d'autres se sont enrôlés dans les Corps Francs d'Afrique ou dans l'armée du général Montgomery pour partir en Angleterre et participer ensuite au débarquement de Normandie. On trouve aussi des Andalous dans la célèbre 9^e compagnie (*La Nueve*) de la 2^e DB du général Leclerc, qui va participer à la libération de Paris le 25 août 1944 ; notamment Rafael Gómez et Daniel Hernández, d'Almería, ainsi que Manuel Lozano (Pinto) de Xerès, appartenant à la compagnie du capitaine Raymond Dronne qui seront les premiers à arriver à Paris, Place de l'Hôtel de Ville, sur les chars nommés *Guernica* et *Guadalajara* ²⁹. Néanmoins, après la fin de la seconde guerre mondiale, beaucoup de ces combattants ont émigré vers d'autres pays, la plupart déçus et révoltés par l'attitude complaisante des Alliés envers le régime du général Franco.
- 44 L'Algérie fut aussi un lieu de transit des réfugiés espagnols vers d'autres pays, spécialement vers l'Amérique latine et l'URSS. En avril 1939, il y avait en Algérie 2 185 réfugiés espagnols qui souhaitaient aller au Mexique. Parmi ceux-ci, seulement 1 672 avaient un passeport avec visa et 1 473 en étaient dépourvus. À eux tous ils disposaient, en liquidités, d'un montant de 13 333 332,50 pesetas en papier-monnaie, (dont la valeur n'était pas reconnue par l'administration franquiste) et de 28 727 pesetas en pièces d'or et d'argent³⁰. Le choix du Mexique résulte des facilités offertes par le président Lázaro Cárdenas aux républicains espagnols. Ceci explique l'engouement pour ce pays.

D'Algérie partirent ainsi pour le Mexique les républicains d'Almería Juan Company et Miguel Granados Ruiz ; Nicolás Jiménez Molina de Grenade et José María Molina Moreno de Malaga. Enfin, quelques Andalous sollicitèrent un visa pour la République Dominicaine.

- 45 L'émigration vers l'URSS depuis l'Algérie sera très sélective, car l'intervention de l'ambassade soviétique à Paris et l'appui des députés communistes étaient nécessaires. Le 5 mai 1939, le préfet d'Alger ordonnait au sous-préfet de Médéa de mettre sur pied tout le dispositif pour le départ de 104 réfugiés espagnols qui se trouvaient dans les camps du département d'Alger et avaient été réclamés par le gouvernement de l'URSS. Parmi ceux-ci on trouve le député communiste de Grenade, Antonio Pretel ; le leader communiste cordouan Javier Maturana, le secrétaire général du parti communiste à Almería, Federico Molero ; l'ingénieur et dirigeant communiste d'Almería, Ángel Herraiz ; le journaliste républicain d'Almería, Juan Ortega ; le leader communiste de Jaén, Pedro Padilla, qui mourra sur le front de Leningrad en novembre 1942 ; l'ingénieur de Malaga, Antonio Molina García ; enfin « *el campesino* » (le paysan) Valentín González³¹. La plupart des militants communistes, libérés des camps de Morand et Suzzoni, sous les auspices de Virgile Barel, député communiste, quittèrent Alger pour Paris le 9 juin 1939, et rejoignirent Leningrad par Le Havre³².
- 46 Les Archives nationales d'outre-mer apportent la reconstruction des itinéraires des Andalous en Algérie, leur vie dans les camps, leur recrutement dans les Compagnies de Travailleurs, ainsi que leur participation aux travaux publics et notamment à la construction du chemin de fer Transsaharien. Cette archive nous offre la possibilité de connaître ces Andalous qui ont fait partie des réseaux clandestins dans les camps, le niveau de l'organisation politique dans l'exil algérois, surtout les réseaux communistes, socialistes et anarchistes qui étaient étroitement surveillés par les autorités françaises. D'autre part, les fonds des archives diplomatiques de Nantes, ainsi que les Archives nationales de Paris (CARAN) nous apportent une riche documentation sur les exilés Andalous en Tunisie et au Maroc, sur des aspects aussi intéressants que leur sociabilité fort bien étudiée par le professeur Antonio Barragán³³.

Pour conclure

- 47 L'état actuel de nos recherches nous permet une approche tant quantitative que qualitative de la portée de la diaspora des Andalous dans les pays du bassin méditerranéen, et même jusqu'en Amérique latine. Empruntant des itinéraires migratoires traditionnels ou jetés sur de nouveaux chemins d'exil, les républicains andalous y ont porté leurs idéaux ; idéologies, souffrances et émotions ; ils se sont unis à d'autres exilés de l'Europe de l'entre-guerre, installés dans les pays d'accueil avec plus ou moins d'hospitalité. En tout cas, ces pays sont devenus leur deuxième patrie, où sont nés leurs enfants et où ils ont refait leurs vies. Ils avaient les valises toujours prêtes par un retour incertain, et pour la plupart l'attente, trop longue, dura jusqu'à la mort du dictateur Franco. Ceux qui moururent avant Franco furent donc des exilés définitifs, quant à ceux qui survécurent et purent rentrer au pays après 1977, ils gardèrent parfois le sentiment de demeurer des Espagnols « à part », jamais bien accueillis par la démocratie restaurée.
- 48 Dans cette recherche il reste des lacunes, des pays à étudier et des questions à clarifier ; cependant, l'ampleur de la tâche réalisée avec plus de 94 000 documents traités dans les

archives espagnoles et étrangères, et l'intérêt suscité chez de nombreux chercheurs, nous permettent d'avancer des résultats aussi importants que dans d'autres régions espagnoles pionnières dans l'étude des exilés. Il nous reste, au moins, le sentiment de mettre en valeur l'autre exil andalou, celui de gens du commun, oublié jusqu'à maintenant car à l'ombre des grands noms.

NOTES

1. Alicia Alted, *La voz de los vencidos. El exilio republicano de 1939*, Madrid, Aguilar, 2005, p. 22 sqq.
2. Voir Jordi Canal, « Los exilios en la historia de España », dans *id.* (éd.), *Exilios. Los éxodos políticos en la historia de España. Siglo XVI-XX*, Madrid, Sílex, 2007, p. 11-35 ; Juan Francisco Fuentes, « Afrancesados y liberales », dans Jordi Canal (éd.), *Exilios...*, *op. cit.*, p. 139-141 ; Fernando Martínez, Jordi Canal et Encarnación Lemus (éd.), *París, ciudad de acogida. El exilio español durante los siglos XIX y XX*, Madrid, Marcial Pons, 2010.
3. Jordi Canal, « Los exilios en la historia de España », *art. cit.*, p. 12-14.
4. Le projet de recherche « El exilio republicano andaluz de 1939 » a été financé par le ministère de la Présidence du Gouvernement espagnol pour les recherches sur la Mémoire Historique (2011, ref. 321.1) et depuis 2010 par le Proyecto Atalaya des universités d'Andalousie, financé par le gouvernement andalou. Cette recherche est complémentaire avec d'autres projets réalisés par les universités andalouses autour de la Mémoire Historique, intitulés « Las Actuaciones de los Tribunales de Responsabilidades Políticas en Andalucía, 1936-1945 » et « La represión franquista contra los masones andaluces ».
5. Dans Leandro Álvarez Rey et Fernando Martínez López, « El golpe en Andalucía », dans Fernando Martínez López, Leandro Álvarez Rey et Sergio Mellado (coord.), *Memoria Viva de Andalucía*, Malaga, C&T Editores, 2011, p. 9-14.
6. Dans Francisco Cobo Romero (éd.), *La represión franquista en Andalucía. Balance historiográfico, perspectivas teóricas y análisis de resultados*, Sevilla, Centro de Estudios Andaluces, 2012.
7. Voir Carmen Fernández Albendiz et F. Javier Giráldez Díaz, « La represión física en Andalucía », dans Fernando Martínez López et Miguel Gómez Oliver (coord.), *La memoria de todos. Las heridas del pasado se curan con más verdad*, Séville, Fundación Alfonso Perales, 2014, p. 49-68.
8. María Dolores Jiménez Martínez, « Refugiados en Gibraltar (1936-1946). Acogida y evacuación de los dos bandos », *Andalucía en la Historia*, janvier-mars de 2014, p. 8-12.
9. En mars 1945 on cherchait encore une issue pour le départ de 461 réfugiés espagnols qui restaient à Gibraltar. Archives nationales de France, CARAN (Paris), carton AJ/43/84.
10. Fernando Martínez López, « El exilio de los republicanos andaluces. Avance de una investigación », dans *id.* (coord.), *Los andaluces en el exilio del 39*, Séville, Centro de Estudios Andaluces, 2014, p. 67. Sur la Franc-maçonnerie au Campo de Gibraltar, voir Leandro Álvarez Rey, « La masonería en Andalucía Occidental », dans Fernando Martínez López et Leandro Álvarez Rey (éd.), *La masonería en Andalucía y la represión franquista*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2016, p. 37-47.
11. Fernando Martínez López, « A modo de presentación. Sobre itinerarios... », *art. cit.*, p. 18-19.
12. Encarnación Barranquero Texeira, « El drama de la carretera de Málaga-Almería », *Andalucía en la historia*, n° 35, 2012, p. 58-63 ; Norman Bethune, *El crimen del camino Málaga-Almería*, [avec photographies de Hazen Sise et texte de présentation de Alardo Prats], Fac similé, Malaga, Centro

de Ediciones de la Diputación de Málaga, 2007 ; Andrés Fernández Martín et María Isabel Brenes Sánchez, 1937. *Éxodo Málaga Almería. Nuevas fuentes de investigación*, Malaga, Aratispi ediciones, 2016.

13. Rubén Mirón González, *Asistencia y condiciones socio-sanitarias de los exiliados españoles en el Sur de Francia, 1936-1945*, Almería, Editorial de la Universidad, 2016, p. 60-77.

14. Les données provisoires apportées par Javier Rubio sont toujours d'actualité tant que nous n'avancions davantage dans les analyses de notre documentation. Voir son étude, *La emigración de la guerra civil de 1936-1939*, Madrid, Ed. San Martín, 1977, vol. I, p. 272. Des données similaires dans Geneviève Dreyfus-Armand, *L'exil des républicains espagnols en France*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 192-193.

15. Base de données du projet « El exilio andaluz de 1939 ». Ces données sont provisoires ; elles proviennent d'une enquête sur un panel de 14 400 Andalous réfugiés en France. Les sources se trouvent des les Archives nationales et départementales du Sud de la France.

16. Encarnación Lemus López et Inmaculada Cordero Olivero, « El exilio : investigación, comunicación, difusión », dans Fernando Martínez López (coord.), *Los andaluces...*, op. cit., p. 46-47.

17. Archive Diplomatique de Paris (La Courneuve), série Guerre 1939-1945, Vichy, Espagne, 281.

18. Voir Leandro Álvarez Rey, *Los Diputados por Andalucía de la Segunda República (1931-1939)*. *Diccionario Biográfico*, Séville, Centro de Estudios Andaluces, 2009-2011, t. I, p. 99-103, 137-139.

19. Vincent Parello, « Les compagnies de travailleurs étrangers (CTE) en France à la fin de la Troisième République », *Bulletin hispanique*, vol. 118, n° 1, 2016, p. 233-250.

20. Voir Sandra Checa, Ángel Del Río Sánchez et Ricardo Martín Morales, *Andaluces en los campos de Mauthausen*, Séville, Centro de Estudios Andaluces, 2006.

21. Daniel Fernando Moñino Reyes, *El exilio republicano almeriense de 1939 en Argelia*, DEA, Almería, 2012, inédit.

22. Parmi eux se trouvait le premier maire républicain d'Almería et député du Parti Républicain Radical-Socialiste en 1931 puis gouverneur de Badajoz, Miguel Granados Ruiz, accompagné de sa femme et sa fille. Ils logèrent à l'Hôtel Métropole sur la place Kléber d'Oran.

23. Juan Bautista Vilar, « Relación nominal de los militantes republicanos evacuados de Alicante por el buque inglés Stanbrook, con destino a Orán en 28 de marzo de 1939 », *Anales de Historia Contemporánea-Universidad de Alicante*, n° 2, 1983 ; Juan Martínez Leal, « El Stanbrook. Un barco mítico en la memoria de los exiliados españoles », *Pasado y Memoria. Revista de Historia Contemporánea*, n° 4, 2005, p. 65-81.

24. Rapport du commissaire de police d'Oran, adressé au gouverneur général d'Algérie, sur la réunion du Comité de Coordination pour l'aide des réfugiés espagnols. Oran, 10 mai 1939. Archives d'Outre-Mer, ALG, CGA, 3CAB/ 53-54.

25. Antonio Vargas Rivas, *Guerra, revolución y exilio de un anarcosindicalista*, s. l., s. n., 2^e éd., 2007.

26. Liste des internés dans le camp de Morand. Archives Nationales d'Outre-Mer, ALG ALGER F/ 63.

27. Daniel Fernando Moñino Reyes, *El exilio republicano...*, op. cit., p. 89-120 ; et Archives Nationales d'Outre-Mer, ALG ALGER F/68.

28. Lucio Santiago, Gerónimo Lloris et Rafael Barrera, *Internamiento y resistencia de los republicanos españoles en África del Norte*, San Cugat del Vallés, s. n., 1981, p. 108.

29. Voir Evelyne Mesquida, *La nueve. Los españoles que liberaron París*, Barcelone, Ediciones B, 2008, p. 181-206.

30. « Rapport du préfet M. Boujard ». Oran, 12 avril 1939. Archives d'Outre-Mer, FM, 81F/1002.

31. « Le préfet d'Alger au Sous-préfet d'Orléansville ». Alger, 5 de mayo de 1939. Archives d'Outre-Mer, ALG ORAN 3112,3113.

32. « Rapport du préfet d'Alger au gouverneur général d'Algérie ». Alger, 10 juin 1939. Archives d'Outre-Mer, ALG ALGER 76.

33. Voir, « El exilio republicano en el norte de África. Un episodio de la odisea de los vencidos », *Andalucía en la Historia*, janvier-mars 2014, p. 40-43.

RÉSUMÉS

Notre étude analyse les itinéraires suivis dans leur exode méditerranéen par les républicains andalous, pourchassés par la répression franquiste au cours de la guerre civile espagnole (1936-1939), puis dans l'immédiat après-guerre. Superposables à ceux de l'exil politique espagnol depuis le début du XIX^e siècle jusqu'au XX^e siècle (Gibraltar, Algérie, France, et, dans une moindre mesure, l'URSS pour les exilés communistes), ces itinéraires coïncident aussi avec les routes de la migration économique espagnole tout au long de l'époque contemporaine.

This study analyzes the exile routes followed by Republicans from Andalucía, persecuted by Francoist repression during the Spanish Civil War (1936-1939) and in the immediate post-War period. These routes parallel those followed by Spanish political exiles at the turn of the nineteenth and twentieth centuries (Gibraltar, Algeria, France and to a lesser extent the USSR for communist exiles), as well as the routes followed by Spanish economic migrants throughout the contemporary period.

INDEX

Keywords : republicanism, Spain, Andalusia, Oran, Algeria, exile, socialism, migration, franquism

Mots-clés : républicanisme, Espagne, Andalousie, Oran, Algérie, exil, socialisme, migration, franquisme

AUTEURS

FERNANDO MARTÍNEZ LÓPEZ

Fernando Martínez López est professeur d'histoire contemporaine et directeur du groupe de recherche Sur-Clio à l'Université d'Almería. Ses travaux portent sur le républicanisme espagnol, le socialisme et la Franc-maçonnerie. Actuellement, il co-dirige un projet de recherche sur l'exil républicain andalou et la répression franquiste des républicains. Il a publié *El republicanismo ayer y hoy* (2012), *Los masones andaluces durante la República, la Guerra y el exilio. Diccionario biográfico* (2014) et *El "botín" de guerra en Andalucía. Cultura represiva y víctimas de la Ley de responsabilidades políticas (1936-1945)* (2015).